



C'est dans une lettre de vœux adressée au Président de la république Paul Biya que l'homme politique et ancien député RDPC Albert Dzongang a fait une rétrospective sur les événements socio-politique ayant marqués l'année 2017 au Cameroun. Le président du parti politique la Dynamique parle entre autres de la crise anglophone, du concours de l'ENAM session 2017 avec toutes ses péripéties, les 500.000 ordinateurs. Albert Dzongang préconise quelques solutions.

Ci-dessous l'intégralité de la lettre de vœux d'Albert Dzongnag

A son Excellence Monsieur Paul BIYA

Président de la République du Cameroun

YAOUNDE

OBJET :

Vœux de bonne année

Excellence Monsieur le Président,

A l'aube de l'année nouvelle, j'ai le grand plaisir de venir vous souhaiter une bonne et heureuse année 2018. Pour que cette année soit vraiment bonne et heureuse pour vous et le Cameroun dont vous avez la charge de conduire à son plein épanouissement, je me permets de vous suggérer quelques pistes d'actions. Il est bien entendu que par le passé alors que j'étais encore l'un de vos collaborateurs, aucun de mes conseils n'avait trouvé grâce auprès de vous. J'en rappelle quelques-uns :

Lors de votre première visite à l'Ouest, après que nous, fils de l'Ouest du RDPC, ayons sué pour rassembler les populations, j'avais suggéré qu'après le meeting vous restiez déjeuner en communion avec la population de Bafoussam. Vous avez choisi plutôt d'aller à Bandjoun avec vos ministres chez Monsieur Victor FOTSO. Conséquence, le peuple a pris cela comme un mépris et l'a exprimé avec force lors de l'élection présidentielle de 1992.

En 1994, à la veille de l'élection présidentielle en France, je vous ai suggéré, à défaut d'un soutien à Monsieur Jacques Chirac, d'être neutre. Sur conseil de feu Charles Pasqua qui est venu pourrir notre pays avec le PMUC, vous avez pris fait et cause pour monsieur Edouard Baladur. Vous connaissez les conséquences de l'élection de Monsieur CHIRAC sur notre pays et le grand prix que nous avons payé pour essayer de rattraper cette erreur.

En 1996, lors de l'élaboration de la constitution du Cameroun qui n'est toujours pas appliquée, je vous ai suggéré de ne pas laisser passer les termes « autochtones, allogènes, minorité, sans majorité ». Vous connaissez tout le mal que leur seule évocation a fait sur la cohésion sociale et le vivre ensemble dans certains coins du pays.

En 2016, lors de la crise dite anglophone, je vous ai suggéré d'éviter de politiser le problème, et surtout de tenir éloignés ceux que vous avez cooptés comme élites dans cette zone.

Le RDPC, votre parti, est allé voir ce qu'il a vu à Buea, pendant que vos élites y compris le premier ministre se sont fait caillasser à Bamenda. La crise s'est enlisée et les va-t-en guerre auprès de vous, se frottent les mains. Plus près de nous, quand Monsieur NGANANG s'est montré rêveur et a mis vos services de renseignements et la justice en branle, je vous ai suggéré de ne pas suivre un fou qui court avec vos habits.

Vous l'avez arrêté pour, entre autres chefs d'accusation, l'immigration clandestine, possession de deux passeports. Les réseaux ont menacé de publier les pièces d'identité étrangères de ceux qui vous entourent ; ce volet a été vite abandonné.

Nous assistons ce 27 Décembre 2017 à une humiliation de notre justice, qui rabat nuitamment un renvoi, pour libérer illico presto, toute honte bue, Monsieur NGANANG, humiliant aussi au passage nos intellectuels de services, de surcroît professeurs, qui ont appelé à sa mise à mort. Il se dit qu'il sera expulsé vers les Etats Unis, son pays, après que le passeport camerounais lui soit retiré. Quid des cas de ces étrangers comme lui qui pullulent au gouvernement ? va t'on les expulser aussi ?

Après ces brefs rappels, je vais encore, avec votre indulgence, faire de nouvelles suggestions :

Pour l'honneur et la renommée de la famille BIYA, ne laissez pas vos enfants faire partie de

cette promotion déshonorée de l'ENAM, qui portera tout au long du temps cette tare. Et comme vous êtes aussi le père des autres camerounais ainsi mis à nu, faites annuler le concours de cette année. Ceci vous grandirait aux yeux de vos concitoyens médusés et abusés.

L'autre caillou dans la chaussure de notre gouvernance c'est cette opération épervier qui s'est révélée être une opération de règlement de compte, à tête chercheuse. Le peuple, las d'attendre qu'au moins une infime partie des sommes prétendues détournées soit recouvrée, est arrivé avec la communauté internationale, à la conclusion que les incarcérés sont des prisonniers politiques.

Il est conforté par ce faux document confectionné par « l'ancien ministre de la justice, qui attribuait des comptes à l'étranger crédités de plusieurs milliards à ces détenus ». Plusieurs centaines de millions de francs ont été sortis des caisses pour soit disant payer ce « bon travail d'un expert ». Ni l'expert, ni le ministre en question ne sont inquiétés pour ce détournement à ciel ouvert, ce faux et usage de faux.

Même le plus idiot, comme Yves Michel FOTSO qui a payé le corps du délit qu'il ne reconnaît d'ailleurs pas, n'a pas été libéré.

Pendant ce temps, les cas avérés de détournement de fonds publics ne sont pas évoqués. Le MA6O chinois, le colonel avec ses millions arrêté à Paris, le patrimoine de l'Etat bradé à Douala et ailleurs, sans compter des affaires comme le train d'Eséka.

Excellence,

personne ne comprend plus pourquoi Messieurs ONDODONG, Abah Abah, Vamoulke, Mendo Ze, Belinga, Atangana Mebara, Metouck, Marafa, Nguini Effa, Olanguena, Inoni, Fondjidam, Siyam Siewe, Fotso, pour ne citer que ceux-là, restent encore en prison. S'il s'est agi de les corriger, ils ont largement payé, s'il s'est agi de récupérer l'argent « volé », il est établi qu'ils n'ont rien, puisque tous les moyens de l'Etat mis pour ce but n'ont rien trouvé. Soit ils n'ont pas volé les sommes qu'on leur attribue, soit l'Etat n'est pas intéressé par la récupération de ces sommes.

Permettez Excellence, qu'ils retrouvent leur famille pour la nouvelle année. Ça sera justice et cela vous grandira. Le problème de l'heure est la sécession dans le Nord-Ouest et Sud-Ouest. Osez le dialogue, rassurez les populations de cette zone et le petit ennemi sera vaincu.

En ce qui concerne les 500.000 ordinateurs portables qui n'ont pas encore livrés, tout le secret et le contour de cette opération, le contexte et les circonstances auraient commandé que la distribution commença dans la zone anglophone. Ceci pour marquer le caractère unitaire de notre pays. Il n'est pas tard pour changer l'ordre de passage.

Voilà, Excellence, les quelques idées que je soumets à votre sage appréciation, loin des loups dangereux qui sont autour de vous et ne souhaitent que votre échec, pour, pensent-ils, renaître sur vos cendres.

Bonne année à Monsieur le Président.

Albert DZONGANG

Votre ancien Collaborateur